

Le comte de Bismarck, petit-fils du chancelier, est inculpé de meurtre devant le conseil de guerre de Lille.

AUJOURD'HUI, A LA CHAMBRE, DÉPOT DU PROJET DE LOI SUR LA DATE DES ELECTIONS

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.243. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON 30, rue d'Enghien, Paris. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 04-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

MARDI  
7  
OCTOBRE  
1919

Ce qui n'est point utile à la ruche n'est point véritablement utile à l'abeille.  
MARC-AURÈLE.

## LA NOUVELLE DIVISION DE L'ALSACE-LORRAINE

CE QU'ELLE ÉTAIT AVANT 1871. — CE QU'ELLE EST A PRÉSENT

SUPERFICIE EN HECTARES  
DES DÉPARTEMENTS  
CONSTITUANT L'ALSACE  
ET LA LORRAINE EN 1871  
ET AUJOURD'HUI

**EN 1871**

Bas-Rhin . . . . .	417.500 h.
Haut-Rhin . . . . .	350.770 h.
Moselle (fragment) . . . . .	424.280 h.
Meurthe (fragment) . . . . .	198.500 h.
Vosges (fragment) . . . . .	61.130 h.
<b>Au total . . . . .</b>	<b>1.452.180 h.</b>

**AUJOURD'HUI**

Bas-Rhin . . . . .	478.630 h.
Haut-Rhin . . . . .	350.770 h.
Moselle . . . . .	622.780 h.
<b>Au total . . . . .</b>	<b>1.452.180 h.</b>

### LE RÉGIME PROVISOIRE ADMINISTRATIF DE L'ALSACE ET DE LA LORRAINE

VOTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 3 OCTOBRE 1919.



LE HAUT-RHIN RESTE LE MÊME, LE BAS-RHIN S'AUGMENTE DE 61.130 HECTARES, LA MOSELLE S'AUGMENTE DE 82.540 HECTARES de Belfort. Sous le régime allemand, la Lorraine était formée par la Moselle actuelle, et l'Alsace par le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Sur celle de nos cartes ayant trait à la période comprise entre 1790 et 1871, les territoires ravis à la France et constitués en Terre d'Empire sont figurés par la partie hachurée.







# LE CONFLIT DES THÉÂTRES LA RÉOUVERTURE DES THÉÂTRES SERA-IT PROCHE ?

Les directeurs des subventionnés  
auraient reçu de M. Lafferre  
l'ordre de jouer.

Après une longue attente, journée fébrile. On attendait le retour de M. Volterra. Le directeur du Théâtre de Paris et du Casino de Paris est rentré hier de Bruxelles. Dès matin, il assistait à une réunion tenue par les directeurs de music-hall, au cours de laquelle fut envisagée la possibilité de reprendre l'ancien personnel. En principe, M. Volterra admettait la démission de la plupart des artistes, mais une question se pose : l'acceptation des salaires prévus dans le cahier de revendications. Ainsi que M. Derval et M. Duménil, Volterra se refuse catégoriquement à accepter. A 2 h. 30, le ministre de l'Instruction publique, M. Lafferre, convoqua le conseil des directeurs.

M. Derval, Frank, Volterra et Derval auxquels se joignirent successivement Henry Béraud et M. Dufrenoy, — eurent avec M. Lafferre une entrevue qui dura une heure.

A 3 h. 30, les directeurs sortent et se séparent, soucieux.

Après n'est conclu, dit M. Frank. J'en ai l'impression.

C'est navrant ! s'exclame M. Henry Béraud. Le problème est insoluble.

Le ministre ne cédera, dit M. Derval. Je ne reprendrai 370 personnes, artistes et administratifs, dont je n'ai plus l'emploi.

Quant à M. Léon Volterra, très entouré par les journalistes, il déclare :

On m'a accusé de manquer à la parole. C'est faux ! Je dois répondre à M. Henry Béraud. Jamais je n'ai manqué à la parole. Car, lorsque je n'ai pas accepté les revendications de la Fédération,

je n'ai pas dit que mon attitude n'est pas dictée par l'insouciance. J'ai toujours été le premier à accepter les revendications des artistes. Lorsque, lorsque cela était possible, j'ai été demandé de se traduisant, pour le théâtre de Paris, par un excellent de 600.000 francs par an. C'est là que j'ai refusé. Pourquoi ? Parce que j'ai accepté entièrement le Théâtre de Paris, où elles n'avaient pas les mêmes conséquences.

Léon Volterra ajoute :

Si le ministre ne cédera pas, je ne puis pas. J'ai accepté de 200.000 francs par an les salaires au Casino de Paris. Hormis les musiciens, tout le monde ici m'est resté fidèle. Je démissionnerai de la Chambre syndicale et formerai une Amicale des artistes et du personnel, comme il en existe une au Théâtre. J'ai dit au ministre que le moyen de nous aider à résoudre le problème des salaires était de supprimer la taxe de 200 francs qui grève l'industrie théâtrale. Nous pourrions alors accorder au personnel ce que nous demandons, et que nous ne pouvons pas lui donner.

DECLARATION DE M. LAFFERRE

M. Lafferre, à l'issue de la réunion, a vu les journalistes, et leur a dit :

— J'ai longuement discuté avec les représentants des directeurs et du Comité interprofessionnel. L'accord n'a pu être conclu. Je donne rendez-vous demain, à 5 heures, à tous les directeurs et des syndicats. J'ai tout fait pour concilier les deux points de vue. En principe, je suis prêt à faire des concessions. Si l'accord ne peut pas être fait, chacun reprendra sa liberté. Mais, du moins, en ce qui concerne les théâtres subventionnés, il me faut une solution !

Dans les subventionnés

Mar, à 2 heures, M. Lafferre a reçu MM. Fabre, Rouché, Albert Caré et Paul Rivet, directeurs des théâtres subventionnés.

Aucun communiqué n'a été fait à la presse. Mais nous croyons savoir que le ministre aurait donné l'ordre aux directeurs de l'Opéra, de l'Opéra-Comique et de l'Odéon de rouvrir leurs portes sans délai. Au cas où le personnel syndiqué refuserait de reprendre le travail, le ministre ordonnerait le remplacement immédiat des syndiqués par des non-syndiqués.

LES DIRECTEURS VEULENT PASSER OUTRE

Devant l'impossibilité de trouver un accord, les directeurs de théâtre, réunis sous la présidence de M. Frank, ont voté un ordre du jour qui se termine en ces termes :

« Cette peut être l'ultime de cette prolongation de la grève, dont l'unique résultat est tout simplement d'enrichir les music-halls récalcitrants, qui, n'employant pas de syndiqués, restent ouverts et, grâce à la clôture des théâtres, ont des recettes particulièrement élevées. »

« La situation est devenue intolérable. Les directeurs, devant cette injustifiable opposition, déclarent qu'ils ne peuvent plus se considérer comme délégués d'un personnel qui n'a pas été respecté par l'administration. Ils ont décidé de reprendre leurs salaires au public dans le cadre des syndicats. »

LA C. G. T. SOUTIENT LA CAUSE DES ARTISTES

La situation, hier après-midi, restait inquiétante. Les grévistes se réunissent à 2 h. 1/2, à la Maison des Syndicats, en très grand nombre.

Après l'ouverture de la réunion, Mme Lara, de la Comédie-Française, est élue à la présidence. On lui adjoint MM. Alphonse, des Nouveautés, et Roche, des machinistes.

MM. Armand, de l'Ambigu, rendit compte de la situation. Il annonça à l'assemblée que, le 10 octobre, le bureau de la Fédération, sous la présidence de M. Lafferre, se réunira, dès 9 heures du matin, à la présidence du Conseil.

Le 10, à 1 heure de l'après-midi, le bureau de la Fédération se réunira à la même adresse pour demander qu'une démission soit jointe à lui au ministre de l'Instruction publique. MM. Watson pour les Nouveautés, Alphonse, pour les artistes lyriques ; Bary, au nom du comité interprofessionnel ; Campana, pour les comédiens, étaient présents à l'appel du secrétaire de la Fédération. Ils étaient accompagnés par M. G. T. et M. Duménil, représentant la C. G. T. et M. Duménil, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine.

Les délégués vont rendre compte de leur mission, au cours de laquelle furent déposées au ministre les nouvelles revendications. M. Duménil prit la parole :

« Camarades, dit-il, après avoir en quelques mots donné de nouvelles précisions sur la situation, je viens, avec derrière moi, deux mille mille syndiqués prêts à prendre fait et cause pour leurs camarades du spectacle. »

En même temps, notre camarade

5 HEURES  
DU  
MATIN

# DERNIERE HEURE

5 HEURES  
DU  
MATIN

## AUX ETATS-UNIS

### M. WILSON A EU AVANT-HIER LE DERNIER BULLETIN D'UNE JOURNÉE TRANQUILLE

Le Conseil de cabinet s'est réuni pour examiner si le président doit être remplacé par M. Marshall.

WASHINGTON, 6 octobre. — Le bulletin de la nuit constate que M. Wilson a passé une journée tranquille assez « confortable ». Aujourd'hui se tient le conseil de cabinet qui doit examiner si l'état de santé du président des Etats-Unis lui permet de continuer ses affaires, ou s'il doit être remplacé par M. Marshall, vice-président. Si M. Marshall prend le pouvoir, il se produira ceci : M. Marshall préside le Sénat et, contrairement à ce qui se passe en France, il prend part aux votes. Or, l'activité intérieure de M. Marshall à la Maison-Blanche aura pour résultat de faire perdre une voix au parti démocrate.

Le voyage des souverains belges

NAGARA FALLS, 6 octobre. — Le roi des Belges a visité la partie canadienne des chutes du Niagara. Il a été reçu par les autorités canadiennes.

LE DÉCRET-LOI SUR LA RATIFICATION DES TRAITÉS EN ITALIE

ROME, 6 octobre. — On assure que la ratification des traités de paix par voie de décret-loi est sinon chose faite, du moins imminente.

En Italie

Le problème de Fiume

ROME, 6 octobre. — La presse italienne consacre de longs commentaires à une note anglaise disant que le gouvernement anglais considère la prolongation de la situation à Fiume comme susceptible de faire courir à l'Italie le risque de sortir de l'alliance. La Tribune consacre aux Alliés le droit de refuser leur part de responsabilité et l'Epoca rappelle la situation identique de von der Goltz avec ses 100.000 hommes dans les provinces baltiques.

A la Commission de la paix de la Chambre

La commission de la paix a examiné hier la proposition de résolution de M. Rameil relative à la création d'une masse commune interalliée pour indemniser les combattants de la Grande Guerre. M. Grodet a été chargé de présenter un rapport concluant à l'adoption du principe de la proposition, mais avec certaines modifications de texte.

Le comte Berchtold accuse l'Allemagne

En réponse au Livre Rouge autrichien, publié récemment, qui le rendait responsable de la guerre, le comte Berchtold affirme, d'une part, que l'Allemagne fut, dès le 24 juillet 1914, c'est-à-dire trois jours avant les autres puissances, mise au courant de l'ultimatum adressé à la Serbie ; d'autre part, que, dès le 8 juillet, le cabinet de Vienne avait été sommé par l'Allemagne de prendre position à l'égard de la Serbie, sous peine de voir sa situation compromise dans la Triple-Alliance.

Deux démentis

Le baron de Lersner reste à Versailles

Contrairement à ce qui a été annoncé par certains journaux, le baron de Lersner n'a pas quitté Versailles pour se rendre à l'ambassade de la rue de Lille.

Le commissaire français de la Sarre n'est pas désigné

Le bruit a couru que le gouvernement français aurait désigné le membre français de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre.

Cette affirmation est complètement inexacte.

La désignation des membres de la commission de gouvernement appartient, en effet, aux termes du traité, au conseil de la Société des nations.

Laurent déclarait qu'il parlait au nom des deux millions de travailleurs de France, affiliés à la C.G.T., tous disposés à se solidariser avec les artistes, à exiger avec eux la solution rapide du conflit.

Les applaudissements éclatèrent et retentirent quand M. Laurent vint, en confirmant le récit de M. Duménil, affirmer, une fois de plus, la volonté de la C.G.T. de soutenir la cause des artistes.

UNE DÉCISION DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA FÉDÉRATION DU SPECTACLE

Voici un ordre du jour adopté aujourd'hui par les anciens combattants de la Fédération du spectacle :

« Les anciens combattants des music-halls et concertistes, réunis en séance particulière, le 6 octobre 1919, décident de poursuivre M. Georges par tous les moyens légaux en leur pouvoir, au sujet des propos diffamatoires qu'il a tenus publiquement à leur égard et invitent tous les anciens combattants de la Fédération du spectacle à les suivre dans cet ordre d'idées. »

LA C. G. T. SOUTIENT LA CAUSE DES ARTISTES

La situation, hier après-midi, restait inquiétante. Les grévistes se réunissent à 2 h. 1/2, à la Maison des Syndicats, en très grand nombre.

Après l'ouverture de la réunion, Mme Lara, de la Comédie-Française, est élue à la présidence. On lui adjoint MM. Alphonse, des Nouveautés, et Roche, des machinistes.

MM. Armand, de l'Ambigu, rendit compte de la situation. Il annonça à l'assemblée que, le 10 octobre, le bureau de la Fédération, sous la présidence de M. Lafferre, se réunira, dès 9 heures du matin, à la présidence du Conseil.

Le 10, à 1 heure de l'après-midi, le bureau de la Fédération se réunira à la même adresse pour demander qu'une démission soit jointe à lui au ministre de l'Instruction publique. MM. Watson pour les Nouveautés, Alphonse, pour les artistes lyriques ; Bary, au nom du comité interprofessionnel ; Campana, pour les comédiens, étaient présents à l'appel du secrétaire de la Fédération. Ils étaient accompagnés par M. G. T. et M. Duménil, représentant la C. G. T. et M. Duménil, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine.

Les délégués vont rendre compte de leur mission, au cours de laquelle furent déposées au ministre les nouvelles revendications. M. Duménil prit la parole :

« Camarades, dit-il, après avoir en quelques mots donné de nouvelles précisions sur la situation, je viens, avec derrière moi, deux mille mille syndiqués prêts à prendre fait et cause pour leurs camarades du spectacle. »

En même temps, notre camarade

## EN TURQUIE

### LA CRISE EST TERMINÉE ALI RIZA PACHA FORME LE NOUVEAU MINISTÈRE

Ce gouvernement, qui comprend six membres du précédent cabinet, aura pour mission de procéder aux élections.

CONSTANTINOPLE, 6 octobre. — Le nouveau cabinet, remplaçant le ministère Damad Ferid pacha, démissionnaire, est ainsi constitué :

Grand vizir : général Ali Riza pacha ; Affaires étrangères : Mustapha Rechid pacha ;

Guerre : Djemal pacha ; Marine : Soleih pacha ;

Intérieur : Damad Cherif pacha ; Justice : Mustapha bey ;

Finances : Tewfik bey ; Travaux publics : Hamed Abouk pacha ; Agriculture : Hadi pacha ;

Instruction publique : Said bey ; Conseil d'Etat : Abdan Rahaman Chérif bey.

Un rescrit du sultan donne pour mission au nouveau cabinet de procéder aux élections et de réunir le Parlement.

(La composition du nouveau ministère, surtout l'attribution du portefeuille de la Guerre à Djemal pacha, dit le « Petit », qu'il ne faut pas confondre avec Djemal pacha, ancien ministre de la Marine, dont on connaît le rôle spécial avant l'entrée en guerre de la Turquie, indique une tendance vers le nationalisme, mais n'implique pas toutefois une rupture avec la politique suivie jusqu'ici à Constantinople à l'égard des Alliés.)

Pourquoi Damad Ferid pacha donna sa démission

CONSTANTINOPLE, 3 octobre (Retardé en transmission). — Le grand vizir Damad Ferid pacha tombe moins par raisons personnelles que par suite d'événements malheureux qui se sont déroulés pendant sa direction des affaires.

Damad Ferid pacha se rallia d'abord au mouvement nationaliste, puis, devant les faits indéniables, il mit tout en œuvre pour en diminuer l'importance devant l'étranger et l'opinion publique. Quand les nouvelles concernant le mouvement nationaliste arrivèrent à Istanbul et d'Adabazar, le grand vizir convoqua le Conseil extraordinaire des ministres, exposa la situation, et déclara vouloir présenter sa démission. Tous les ministres adhérèrent à cette proposition. Le grand vizir présenta hier soir au sultan la démission collective du cabinet.

Sur le front russe

L'avance de Denikine

LONDRES, 6 octobre. — Un radiotélégramme, lancé aujourd'hui par le gouvernement du général Denikine, est ainsi conçu :

« Dans la région de Voroneje, notre cavalerie a occupé la gare de Gorskaja. Durant la lutte, nous avons fait 5.000 prisonniers et pris 25 mitrailleuses. »

« En direction d'Orlovi, dans la région de Dmitrieff, nos troupes, placées sous le commandement du général Mikovsky, et bien que fort inférieures en nombre, ont attaqué avec acharnement les lignes de communication des troupes rouges et ont occupé la ville de Dmitrieff. »

« Dans la région de Kiew, en direction de Koresien et de Jilomir, nous avons avancé sur le front Krasnogorika-Kalonia-Prasukova. »

Match de football ajourné

PERPIGNAN, 6 octobre. — En raison des pluies persistantes, le match qui devait avoir lieu aujourd'hui entre l'Ecole de Joinville et l'Union sportive perpignanaise a été remis à une date ultérieure.

LA « GAZETTE DES ARDENNES »

UN TEMOIN ALLEMAND DEVANT LE CONSEIL DE GUERRE

L'audition des témoins a continué durant l'audience d'hier. MM. Alfred König, Virgile Cagneaux et Armand Luleu, qui furent « réquisitionnés » pour le service de la Gazette des Ardennes, exposent successivement les travaux qu'ils durent effectuer. Mme Anclaux déclare qu'elle ne lisait pas la Gazette, parce que c'était un journal allemand.

Avec M. François Denis, qui fut l'ordonnance par force d'un officier allemand ; Mme Albertine Cadet, M. Georges Ledru, employé à la préfecture de Laon, s'engage toute une discussion sur les relations qu'aurait eues Mme Bechler avec le sous-officier Hoffmann. Le lieutenant Jeannings fait justice de ces rancœurs en annonçant qu'il n'en retiendra aucun.

Le sous-officier Hugo Gaspari, qui fut l'adjoint du capitaine Schmitzer à la direction de la Gazette des Ardennes, était hier à la barre du conseil, parce qu'il avait demandé à être entendu. Après avoir dit quelle était sa part de collaboration, il cherche à faire une déposition favorable à Laverne, avec qui il eut toujours des relations cordiales.

Laverne, dit-il, a fait beaucoup de bien à la population rurale. Il a certainement cru servir sa propre patrie en prêchant la conciliation.

Nous ne nous plaçons pas au même point de vue, réplique le président. Il se met de nous conter des histoires sur ses sentiments. Vous êtes le digne second de Schmitzer !

Le commissaire du gouvernement ajoute : Vous avez laissé un souvenir exécrable. Vous pouvez vous retirer.

Docile, Hugo Gaspari se retire au milieu des murmures de la salle.

Après lui ensuite le défilé des officiers qui furent, dans divers camps allemands, les compagnons du lieutenant Hervé. Le capitaine Georges Bernot, le capitaine de Lusence, qui concurrença Hervé, son attitude lors des soupçons. Le lieutenant Diamand-Berger prit Hervé en flagrant délit. Il trouva dans la Gazette des Ardennes un article sur Gibraltair, dont il avait vu le manuscrit entre les mains de son auteur. Il signala le fait au commandant Lebreton. Dans sa déposition, le commandant Lebreton rapporte les aveux que lui fit Hervé.

Aujourd'hui, suite de l'audition des témoins.

## AU MAROC

### LES ESPAGNOLS REMPORTENT PAR LA PRISE DU FONDAK UNE VICTOIRE IMPORTANTE

Ils ont, en occupant cette position dominante, complètement débarrassé la route de Tetouan à Tanger.

MADRID, 6 octobre. — Les journaux du soir donnent quelques détails sur la prise du Fondak, dont l'attaque avait commencé avant-hier.

A la fin de la journée, les troupes régulières espagnoles étaient parvenues à deux kilomètres de cette position, et l'assaut a été ordonné ce matin, au petit jour. Les pertes espagnoles sont très légères, surtout si l'on tient compte de l'objectif atteint. La résistance des rebelles a été très courte, car ils avaient été démoralisés par le bombardement officieux de l'artillerie et des avions.

La dernière heure, on apprend que plusieurs positions situées plus au sud du Fondak ont été également occupées, de sorte que la route Tetouan-Tanger se trouve entièrement débarrassée.

Un douar a été si surpris par l'avance rapide des troupes espagnoles que les femmes purent à peine prendre la fuite.

Le haut commandement espagnol fait fortifier les positions conquises et diriger le feu de l'artillerie sur les divers points qui, au sud, dominent encore le défilé.

La soumission des tribus

MADRID, 6 octobre. — On mande de Ceuta :

La soumission des tribus rebelles continue. Au cours des combats du Fondak, les ennemis ont eu plus de 200 tués et blessés.

Les mutins de la « France »

TOULON, 6 octobre. — Les débats sur les mutineries d'avril dernier en mer Noire ont repris ce matin devant le conseil de guerre maritime.

Le pluriel des témoins entendus, maîtres et premiers maîtres du cuirassé France, ont fait des déclarations graves et précises des accusations qui ont soulevé de vives protestations.

Trois témoins déclarent encore à la barre, et les dépositions sont fertiles en incidents et en contradictions.

En ce qui concerne le drapeau rouge hissé au mât du pavillon, le désaccord est si violent que le président décide que les juges iront, hors séance, vérifier sur place les déclarations des témoins et des accusés.

Le capitaine de vaisseau Robez-Pagillon demande à faire une déclaration :

« Après les événements tragiques au cours desquels j'ai la certitude d'avoir participé à l'acte, dit-il, je veux enlever à l'acte l'élément qui l'honneur national a été sauvé sans avoir recouru aux moyens extrêmes que j'avais envisagés, et qui consistaient à faire sauter mon bâtiment. Aussi, j'appelle l'indulgence du conseil sur ceux des inculpés qui ne seraient pas reconnus coupables, comme j'en ai pris l'engagement ici-même, d'avoir hissé le drapeau rouge et armé la chaloupe. Oui, pour ceux-là, mais pour ceux-là seulement, je réclame l'indulgence. »

Je ne veux pas terminer sans rendre un hommage public à mes officiers et à mes maîtres, qui ont toujours été un exemple de discipline et de dévouement absolus. Je veux aussi proclamer que l'accusé Vuillemin a su accomplir son rôle de modérateur. Il est de toute équité qu'à celui-là je rende cette justice. »

Demain matin, pas de séance ; dans l'après-midi, réquisitoire et plaidoiries.

Chèques sans provisions

Pour régler des transactions commerciales, M. G., qui s'occupe de vente d'automobiles, avait remis à M. Dutilleul des chèques dont aucune provision ne garantissait le paiement.

Plainte fut déposée, et l'enquête confiée à M. le juge d'instruction Warrain.

M. G. qui a choisi pour défenseur M. Salomon Rappoport, a fait savoir au magistrat qu'il remboursait avant la fin du mois tous les chèques signés par lui.

Mais d'autres plaiginais — dont M. Charon — ont également reçu des chèques sans provisions, et le total atteindrait presque le million.

NOUVELLES BRÈVES

Travaux financiers d'hier. Sont remboursés par 100.000 francs, les numéros 323.194 (Ville de Paris 1894-1896) ; 791.042 (Communes 1879) ; 87.001 (Communes 1880) ; 400.292 (Communes 1891) ; 231.732 (Communes 1899) ; 560.078 (Foncières 1909) ; 50.000 francs, le numéro 112.339 (Ville de Paris 1912).

Le vingt-troisième congrès français de la chirurgie s'est ouvert hier à Paris, au grand amphithéâtre de la faculté de médecine de Paris.

Mme Angèle Lemaire, ayant accouché d'un enfant français blessé, fut dénommée et condamnée à dix ans de travaux forcés, au début de 1915. L'arrestation la tira de prison. Elle reçoit, aujourd'hui, la Légion d'honneur.

Les docteurs Veillard et Sigulier sont promus chevaliers de la Légion d'honneur au titre de services exceptionnels pendant les hostilités.

Deux cents affaires de fraudes et spéculations illicites sont, actuellement, instruites à Marseille. Une de ces affaires met en cause un des plus grands marchands de la région, inculpé de corruption de ses électeurs.

Le colonel Houze s'est embarqué, hier matin, à Brest, pour les Etats-Unis, à bord du Great-Northern.

Un violent incendie a éclaté, avant-hier soir, aux marges du canal de la Compagnie générale Transatlantique, à Roche-Maurice, près Nantes. Les dégâts sont considérables.

Les producteurs agricoles des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus approvisionner le Marché Central de Nice, à partir de demain, pour protester contre les prix normaux établis par des fonctionnaires « incriminés », et contre la réglementation du Marché Central.

Le conseil de révision se réunira, demain matin, à bord du cuirassé Provence, pour statuer sur le pourvoi de dix mutins, condamnés lundi dernier.

En gare de Tunis, hier deux trains se sont rencontrés. Il y a eu deux blessés.

Le tribunal militaire de la Compagnie générale Transatlantique, à Roche-Maurice, près Nantes. Les dégâts sont considérables.

Les producteurs agricoles des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus approvisionner le Marché Central de Nice, à partir de demain, pour protester contre les prix normaux établis par des fonctionnaires « incriminés », et contre la réglementation du Marché Central.

Le conseil de révision se réunira, demain matin, à bord du cuirassé Provence, pour statuer sur le pourvoi de dix mutins, condamnés lundi dernier.

En gare de Tunis, hier deux trains se sont rencontrés. Il y a eu deux blessés.

Le tribunal militaire de la Compagnie générale Transatlantique, à Roche-Maurice, près Nantes. Les dégâts sont considérables.

Les producteurs agricoles des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus approvisionner le Marché Central de Nice, à partir de demain, pour protester contre les prix normaux établis par des fonctionnaires « incriminés », et contre la réglementation du Marché Central.

Le conseil de révision se réunira, demain matin, à bord du cuirassé Provence, pour statuer sur le pourvoi de dix mutins, condamnés lundi dernier.

En gare de Tunis, hier deux trains se sont rencontrés. Il y a eu deux blessés.

Le tribunal militaire de la Compagnie générale Transatlantique, à Roche-Maurice, près Nantes. Les dégâts sont considérables.

Les producteurs agricoles des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus approvisionner le Marché Central de Nice, à partir de demain, pour protester contre les prix normaux établis par des fonctionnaires « incriminés », et contre la réglementation du Marché Central.

Le conseil de révision se réunira, demain matin, à bord du cuirassé Provence, pour statuer sur le pourvoi de dix mutins, condamnés lundi dernier.

En gare de Tunis, hier deux trains se sont rencontrés. Il y a eu deux blessés.

Le tribunal militaire de la Compagnie générale Transatlantique, à Roche-Maurice, près Nantes. Les dégâts sont considérables.

Les producteurs agricoles des Alpes-Maritimes ont décidé de ne plus approvisionner le Marché Central de Nice, à partir de demain, pour protester contre les prix normaux établis par des fonctionnaires « incriminés », et contre la réglementation du Marché Central.

Le conseil de révision se réunira, demain matin, à bord du cuirassé Provence, pour statuer sur le pourvoi de dix mutins, condamnés lundi dernier.

En gare de Tunis, hier deux trains se sont rencontrés. Il y a eu deux blessés.

## DEUXIEME DIALOGUE DES ENFANTS DE CHOEUR VIEILLIS par le VICOMTE DE BONDY

— Vous m'avez demandé, me dit Adalbert, de vous raconter dans quelles circonstances je fus amené à devenir enfant de chœur. Voici :

« J'étais au mieux avec une danseuse du Nouveau-Cirque. Je marchais, si j'ose le dire, sur mes dix-huit ans. Elle, sur un peu davantage. Lorsque, par la suite, j'ai repensé plus froidement à ces choses, il m'est apparu qu'elle ne devait pas être extrêmement jolie et qu'elle ne m'aimait peut-être pas beaucoup. Mais, à l'époque, j'en fus très enthousiaste ; au point qu'en trois mois j'allai quatre



LES COURS

— S. A. R. le prince de Galles, à son arrivée à Washington, décorera de l'ordre du Bain quinquante et un officiers américains, qui seront présentés au prince par S. Ex. le vicomte d'Albion, ambassadeur de Grande-Bretagne aux Etats-Unis.

— S. A. R. la duchesse de Vendôme, qui a passé quelques jours à Paris, est repartie pour Aix-les-Bains.

— S. A. R. la princesse Mary, fille de L. A. M. le roi et la reine d'Angleterre, prolonge son séjour au château de Balmoral.

CORPS DIPLOMATIQUE

— M. João Chagas, ministre du Portugal, et M. Afonso Costa, président de la délégation portugaise à la Conférence de la paix, ont offert, avant-hier, un dîner commémoratif en l'honneur de l'anniversaire de la proclamation de la République portugaise.

INFORMATIONS

— Après quelques jours passés dans sa famille, à Valentine (Haute-Garonne), le maréchal Foch est parti, avant-hier soir, de Saint-Gaudens pour Paris, accompagné de la maréchale Foch, de Mlle Jenny Foch, sa sœur, et du capitaine Bouillat, son officier d'ordonnance.

— M. Fournier est arrivé à Londres samedi matin, venant de Polkstone en automobile. L'important homme d'Etat grec passera quelque temps dans la rampe anglaise, et rentrera à la fin du mois à Athènes.

FIANCEILLES

— Mlle Charlotte Bérier, fille de M. Bérier et de Mme, née de Champ-Renon, est fiancée à M. André Jochard du Plessis, lieutenant aviateur, fils du colonel du Plessis, tombeur au champ d'honneur, et de Mme, née de Saint-Céran, également décédée.

MARIAGES

— En la basilique de Sainte-Clotilde a été célébré, hier, le mariage du lieutenant Guy Le Coultre de Caumont, du 29 dragons, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Marie-Marcelle Cochon, fille du colonel Pierre Cochon, commandeur de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de Mme, née Vassard, décédée.

La bénédiction nuptiale a été donnée par le chanoine Besse, qui a transmis aux jeunes époux celle que le Saint-Père avait daigné leur envoyer.

Les témoins étaient, pour le marié : le colonel Bonheirie, commandant le 32 dragons, et le comte Le Coultre, son oncle; pour la mariée : le baron Deyss Cochon, de l'Académie française, ancien ministre, député de Paris, son oncle, et Mme Vassard, sa grand-mère.

Après le mariage, la comtesse de Boissieu, sœur de la mariée, a donné une réception aux parents et amis des deux familles, en ses salons de la rue Fabert.

— Dernièrement à ou lieu, à Bruxelles, le mariage de la comtesse Elénore de Béhague, fille du comte et de la comtesse de Béhague, avec le comte de Dietrich de Belloc, engagé volontaire, décoré de la croix de guerre avec palmes, fils de la comtesse Frédéric de Dietrich de Belloc.

— Le mariage de Mlle Anne-Marie-Antoinette de Grandvaux, fille de M. Raoul de Grandvaux et de Mme, née de La Roche Saint-André, avec M. Gilles de La Roche Saint-André, licencié en droit, ancien pilote aviateur, croix de guerre, fils du vicomte de La Roche Saint-André, et de la vicomtesse, née de Launay, décédée, a été célébré, ces jours derniers, en l'église Saint-Clement, à Nantes.

Les témoins du marié étaient : la marquise de Béjar et le baron de Launay; ceux de la mariée : la marquise de Sabat de Sault Abibat et le marquis de Lestrade.

— En l'église Saint-Sulpice a été béni le mariage de M. de Giffrier, fils du marquis de Giffrier, et de Mme, née de Tison, avec Mlle Th. de Mangin d'Hermant, fille de M. Armand de Mangin d'Hermant et de Mme, née de Grandprey.

Les témoins du marié étaient : le commandant de Giffrier et M. A. de Giffrier, ses oncles; ceux de la mariée : le général de Grandprey, son oncle, et la comtesse de La Breuille, sa tante.

DEUILS

— La comtesse Bonin-Longare, mère de S. Ex. l'ambassadeur d'Italie en France, dont nous avons annoncé la mort, hier, dans nos dernières éditions, a succombé à l'âge de quatre-vingt-six ans, en sa villa de Genzano, près de Rome.

La société parisienne, qui a su apprécier la rare courtoisie de l'ambassadeur et sa sympathie pour notre pays, prendra une très grande part au deuil qui le frappe. De nombreux témoignages de sympathie ont déjà été adressés au comte et à la comtesse Bonin-Longare.

L'ambassadeur rejoindra son poste aussitôt après les obsèques de sa regrettée mère.

Nous apprenons la mort :

— Du général de brigade Paul Bonet, décédé aux Sablées, près de La Selve-sur-Mer, à cinquante-neuf ans. Attaché à l'état-major du général Fayolle, il participa à la défense du Grand-Couronné et de Calais, aux batailles de la Somme et de l'Yonne.

— De M. Louis Ambaud, négociant amateur, ancien membre de la Chambre de commerce du Havre.

— De M. Jules de Perthes, architecte diplômé du gouvernement, chevalier de la Légion d'honneur.

"Select Dancing"

Le plus ultra-mondain dansant de la capitale, le "SELECT DANCING HIPPODROME", 3, rue Caulaincourt, vient d'ouvrir ses portes de 4 h. à 7 heures.

Dans un vaste cadre original et pittoresque, l'orchestre réputé de L. GERARD, avec ses tangos échantés, son admirable répertoire de nouveautés, entraîne la foule des danseurs.

M. SANDRINI, de l'Opéra, avec le concours de Mlle DELMAIRE, de l'Opéra-Comique, dirige la danse.

Chaque jour, en intermède, danses antiques en costumes d'époque, exécutées par le corps de ballet.

Retenir vos tables à l'avance. Téléph. Marcadet 0-46.

**MANTEAUX**  
GRAND CHOIX - PRIX AVANTAGEUX  
3, Rue du Louvre  
PARIS-TAILLEUR

La Société  
**NESTLÉ**  
**FARINE LACTÉE**  
représent  
ses livraisons.

DANS la dépêche de Londres où nous était annoncée la fin de la grève des chemins de fer, il y a un petit alinéa qui m'a beaucoup frappé :

« Une dernière entrevue avait eu lieu, hier, entre la commission de médiation des ouvriers et M. Lloyd George. Elle dura de onze heures et demi jusqu'à quatre heures. Les délégués ouvriers déjeunèrent chez le ministre. C'est à l'issue de cette longue conversation que l'on annonça la fin de la grève. »

Noter ce détail : « Les délégués déjeunèrent chez le ministre. » Il me paraît certain que c'est à ce moment-là que les esprits se détendirent, et qu'on éprouva, de part et d'autre, un certain plaisir à « causer ».

On « cause » bien mieux autour d'une nappe qu'autour d'un tapis de drap vert, et la main qui tient un verre ou une fourchette se sent bien plus disposée aux gestes de conciliation que celle à qui l'on offre un crayon à manier.

Que font deux industriels, deux hommes politiques qui ont le désir de se mettre d'accord sur une affaire délicate, et qui les divise ? Ils s'invitent à déjeuner. Une sorte d'instinct les avertit que l'acte de se saluer et de se désalterer en commun pendant une heure réalisera en eux, bien mieux que des journées de discussions, l'état d'apaisement, de détente et de bonne humeur où il faut être pour se comprendre et s'accorder.

Il y a des diplomates qui, moins avisés que M. Lloyd George, n'ont jamais pensé à cela. Par contre, il y en eut un — très grand, hélas ! — qui ne fut jamais insensible à l'argument de « causer », le verre en main. C'était Bismarck. Les chroniqueurs de la guerre de 1870 ont écrit d'amusantes anecdotes sur les relations de notre ministre des Finances d'alors, M. Poyer-Quertier, et du Chancelier de Fer.

Poyer-Quertier était un joyeux colosse normand, qui mangeait comme quatre, et buvait sec — impunément — aussi longtemps qu'on voulait. Dès le début des négociations financières qui précéderent la conclusion du traité de paix, Bismarck, grand buveur de bière, vit qu'il avait, en face de lui, un homme capable de lui tenir tête, et la sympathie que lui inspirait la personne de Poyer-Quertier s'en accrût. Ils fumèrent donc ensemble un grand nombre de pipes, vidèrent ensemble une quantité de bouteilles et de pots considérables; et la chronique affirme que, grâce à ce procédé de conversation, certaines concessions nous furent acquises, qui ne l'eussent point été si Bismarck et Poyer-Quertier n'avaient jamais causé finances que devant des enciens...

SONIA.

Le benjamin d'Euterpe

La musique, qui, cette année, à l'Institut, aura le pas sur les autres arts dans l'attribution des prix du Rome, puis que c'est samedi prochain que sera proclamé sous la Coupole son grand lauréat, fut jadis, au contraire, la dernière admise à la Villa Médicis.

Ajoutons, en effet, que se trouvait déjà réunie, depuis plusieurs années, sur le Pincio, une pléiade d'architectes, de sculpteurs, de peintres, dont le jeune Lenoir, élu n'y arriva qu'en 1893, avec Albert-Auguste André, dont le nom est bien oublié aujourd'hui... Les œuvres aussi, même d'André, la cantate qui lui valut le premier des prix de Rome de composition musicale qu'il avait décerné l'Académie des Beaux-Arts.

Après André, se suivirent à Rome les lauréats de musique Dourlen, Gasse, Bouteiller et autres, perdus dans les ténèbres de notre souvenir. En son nom célèbre éclaira les promotions du temps, et c'est celui d'un candidat qui, n'ayant obtenu qu'un second prix, n'alla point jusqu'à la Villa Médicis, et qui, d'ailleurs, ne dut pas à lui-même son immortalité : ce candidat s'appelait Dugazon.

Mais enfin, en 1812, c'est Herold, le futur auteur du *Pre- aux-Clères*, que l'Institut envoya à Rome.

Il faut franchir encore quelques années sans « gloire » pour arriver à Hély, qui, plus tard, s'immortalisera par la *Joie* : ce fut en 1819, il y a cent ans aujourd'hui, que Fromental Halévy, par la cantate *Hermione*, enleva le grand prix de Rome de musique.

Après lui, passons, passons, jusqu'aux Bertoli, aux Ambroise Thomas, aux Gounod, aux Victor Massé, aux Bizet, grande lauréats de 1830, 1832, 1839, 1841, 1857, et jusqu'à Paladilhe, en 1860, et à Théodore Dubois, en 1861... Mais nous voici parmi les vivants : menaçons leur modestie.

Notons pourtant que M. Paladilhe, quand il remporta avec son *Cor Iran IV* le grand prix de Rome, n'avait pas seize ans... Un record qui lui valut au Palais-Mazarin le surnom de « benjamin d'Euterpe ».

Les brocards

Il ne sont point à craindre, certes, pour les nouveaux Immortels que l'Académie s'appare à recevoir. La réponse aux discours qu'ils prononceront sous la Coupole sera exempte de toute malice, parce qu'elle ne peut être, en vraie justice, qu'un éloge des récipiendaires.

Mais que les candidats aux fauteuils va-

UNE EXPOSITION D'ART



HOMMAGE TO THE AMERICAN RED CROSS. TABLEAU DE M. CAMERON BURNSIDE.

M. Raymond Poincaré a inauguré hier matin, au Luxembourg, une exposition de peinture et de sculpture américaines, qui occupent six des salles du musée. M. Wallace, ambassadeur des Etats-Unis, a fait remise à la France, en la personne du président de la République, du tableau allégorique que nous reproduisons ici.

cants dont les mérites ne sont pas bien assurés se méfient.

Sous la Coupole, en effet, souffle depuis quelque temps un petit vent d'ironie qui paraît assez inquiétant pour eux. Azacée par la main qu'ont certains dérivés sans valeur de se faufiler, par goût de la publicité, dans les listes de postulants, l'Académie pourrait bien — elle l'a fait déjà — se passer la fantasia d'élire l'un d'eux, ce qui l'honorerait, sans doute, autant que tout le monde, ce qui, peut-être, le ravirait aussi, mais seulement jusqu'au jour de sa réception...

Certain Immortel du grand siècle, le comte de Noxon, ne dut son élection qu'à Louis XIV, qui voulait s'amuser de sa vanité excessive. Caumartin, qui le reçut, le tourna en ridicule; et Charpentier, doyen de l'Académie, lui dit en pleine séance publique : « L'honneur que vous avez fait à l'Académie française d'en vouloir occuper une place a rendu mémorable dans nos fastes le jour où vous y êtes entré », puis continua longuement sur les mêmes notes, comme on dit aujourd'hui, « un peu trop fort », pour être agréables à Louis XIV, qui le blâma de leur excessive méchanceté.

Mais Louis XIV est mort... En vérité, certains candidats d'aujourd'hui seraient sages de battre en retraite pendant qu'il en est temps encore.

DES HOMMES LIBRES

Un ancien camarade de tranchée m'avait dit : « Tu n'imagines pas mon désir de travailler. J'éprouve une véritable impatience à reprendre mes occupations. Dès le lendemain de ma démobilisation, je me remettrai à la tâche. Ce faisant, d'ailleurs, je remplirai seulement mon devoir. Que de temps à regretter ! Que de rêves à relancer ! On n'aura pas trop de tous les Français pour rétablir le pays dans sa situation d'avant guerre... »

Ce camarade est démobilisé depuis deux mois. Or, c'est là que naissent toutes les difficultés. Un ministre a dit qu'une vague de paresse s'était abattue sur la France. Ce n'est pas exact. Ce qui est vrai, c'est que l'on semble prendre plaisir à compliquer la vie de ceux qui rentrent. Ainsi, tiens, moi...

Et mon ami de m'expliquer qu'il avait passé les deux derniers mois à résoudre trois questions : celle de ses contributions en retard, celle de sa pension de blessé de guerre, et celle de son loyer, resté impayé depuis cinq ans.

Dès le matin, il partait. On le voyait chez le percepteur, où il attendait deux heures; chez le contrôleur, où il attendait une heure. Il ne quittait la commission arbitrale que pour courir tout en haut de la rue de Charonne, au centre de réforme, d'où on l'envoyait au Panthéon, chez Clotilde, chez les spécialistes de la

neurologie. Experts, contre-experts, perceptors, médecins-chefs, commissaires de police, contrôleurs des contributions, commission des loyers, bureau de la mairie délivrant des attestations, il a dû tous les voir, et chaque fois avec une autre interminable en des couloirs encombrés. Entre leurs il l'ont, sa prime de démobilisation. Certifiés à obtenir, duplicité à réclamer, formules à remplir, voilà les seules choses qui l'ont préoccupé depuis son retour. Et, cependant, il y a des usines qui n'ouvrent pas, faute d'ouvriers ! Il y a des sociétés qui réclament des secrétaires ! Pansu démobilisés, qui crovez redevenez des hommes libres en quittant votre uniforme ! — ALBERT ACREMANT.

M. L. George et le mont Blanc

Certains personnages fort savants n'ont pas craint d'assurer, dans leur art mûr, que s'ils étaient soumis à l'épreuve du certificat d'études primaires, ils ne seraient certainement pas admis. Qu'un homme de science, spécialisé dans telle ou telle branche, puisse arriver à oublier jusqu'aux rudiments de telle autre, il n'y a rien là de bien surprenant. La chose est moins pardonnable s'il s'agit d'un simple « bonhomme », comme on disait au dix-neuvième siècle, tenu d'être au courant de tout pour notre point de vue dans son siècle. Quant aux hommes d'Etat, ils sont obligés, de par leurs fonctions, à mille connaissances approfondies, s'ils ne veulent point être cloués au pilori de l'ignorance. On a reproché à nombre de nos ministres de n'avoir fait qu'effleurer des questions qu'ils eussent dû posséder à fond. Ils ne sont point les seuls, en Europe, à qui l'on puisse adresser ce reproche. Lorsqu'il s'agit surtout de géographie, l'ignorance est l'apanage du grand nombre. M. Lloyd George, dit le *Morning Post*, faisant, l'autre jour, allusion à la disparition de certains grands Etats européens, n'a pas craint de dire :

« C'est exactement comme si vous visitiez la Suisse et que vous n'y trouviez plus le Matterhorn et le mont Blanc. »

Le mont Blanc en Suisse ! C'est un sujet à traiter par la Société des Nations.

Petites filles

Après quatre années d'exil, la famille L... était revenue à Cambrai. La chère maison était encore debout, mais en quel état ! A l'intérieur tout avait été saccagé, brûlé, ou emporté par les barbares. Tout, jusqu'aux jouets de la petite Andrée, jusqu'à Lucette, la grande poupée qui dormait dans un tiroir de la commode, Lucette aux yeux d'émail, aux cheveux de soie, à la robe d'éclatante verte, garnie de rubans roses.

Un journal a annoncé, ce matin, qu'un wagon de meubles, volés par les Allemands, et que l'autorité militaire a pu reprendre, sera en gare, cet après-midi. La population est invitée à venir reconnaître ce qui pourrait lui appartenir.

A l'heure indiquée, on se dirige vers la

rare. De pauvres choses, dans un désordre navrant, sont là, pêle-mêle. Les regards vont des unes aux autres. Parfois, des exclamations jaillissent : « C'est lui ! Le voilà ! » Et une main tremblante agresse un vieux fauteuil, un berceau. Ce sont des amis que l'on retrouve.

Soudain, un cri : « Maman ! C'est elle ! C'est Lucette ! » Et une fillette se précipite vers le tiroir béant où git, douillettement couchée, une poupée aux yeux d'émail, aux cheveux de soie, à la robe d'éclatante verte, garnie de rubans roses. La mignonne prend sa fille dans ses bras, la caresse, la couvre de baisers. Un papier, épinglé à la robe de la poupée, attire tout à coup l'attention de la maman : elle le détache et lit : « Une petite fille d'Allemagne a bien soigné cette poupée pour qu'elle n'ait pas trop de chagrin d'avoir perdu sa petite maman de France. Froid »

MADO...

— ou la Guerre à Paris, précise le titre du volume nouveau de notre brillant collaborateur Maurice Leve (Flammarion, éditeur, 5 francs).

Mado... Tout le caprice et toute la fantaisie de la femme sont dans cette petite œuvre si vivante qu'elle est en train de devenir populaire. Fantaisie, coquette, dépensière, insupportable et charmante, telle est Mado... oui, mettons Mado, madame, pour ne désigner personne d'autre...

Mado ou la Guerre à Paris, de Maurice Leve, est un livre délicieux.

La fille d'un roi...

— peut posséder les plus merveilleuses fourrures du monde... et ne pas être éligible. La plus modeste de nos Parisiennes, avec une simple fourrure de chez Grunwaldt, aura un chic suprême. C'est que Grunwaldt, le Maître de la Fourrure, connaît tous les secrets de son Art. Il connaît aussi le secret de contenter toutes les classes sociales. Il s'adresse à toutes les coquettes, qui peuvent trouver chez lui un choix immense de jolies parures de fourrure ou de manteaux faits avec des peaux de qualité parfaite et chose inappréciable, portant celle « signature » qui a fait la réputation mondiale de ce grand fourreur qui est Grunwaldt. Venez vite, madame, visiter ses salons. Vous serez étonnée de voir que pour un prix consciencieux vous pourriez dire à vos amies : « Mes fourrures viennent de chez Grunwaldt. »

Contre le hâle

Point n'est plus besoin d'une épaisse voilette au retour des vacances. Un nuage de Poudre d'Or d'Orsay, impalpable et exquise, suffit à voiler les effets du hâle, tout en communiquant au visage le voléte charme d'un beau fruit doré par le soleil.

PONT DES ARTS

L'exposition des œuvres des artistes morts pour la patrie, organisée par l'Entente artistique française, aura lieu au Grand-Palais, du 1er novembre au 10 décembre, dans les salles généreusement offertes par la société du Salon d'Automne.

Ce soir aura lieu, au siège de la Fédération des artistes mobilisés, le premier dîner de l'Association des écrivains combattants.

Les directeurs des journaux du front viennent de se constituer en association.

Dans le numéro de la *Nouvelle revue française*, qui vient de paraître : *La Pensée française devant la Guerre*, par Raymond Lenoir ; *Sonnet*, par Henri Bédier ; les troisième et quatrième actes de *Le Père humilité*, par Paul Claudel ; *Le Dernier Capitaliste*, par André Gide.

Le deuxième numéro des *Jeux modernes* vient de sortir : articles, poèmes et critiques de René Frémont, Jean Boyère, Max Jacob, Louis de Gonzague-Frick, Paul-Emile Cadix, etc.

LE VAILLEUR.

**LA FOIRE D'AUTOMNE DE LYON**

Lors de la visite inaugurale de la Foire d'automne, le cortège officiel s'est longuement arrêté devant le très beau stand de

PORTO SPHINX

49, boulevard Saint-Germain, Paris, la nouvelle grande marque de Porto d'origine, qui bientôt sera connue en France par tous les amateurs de ce vin exquis. Il est nécessaire de faire connaître que le PORTO SPHINX est un très grand cru, qui n'est livré aux consommateurs qu'après avoir été minutieusement examiné en caves par des dégustateurs renommés, de façon à toujours posséder les qualités requises pour rendre supérieur au meilleur. Il peut être livré par caisses de 12 bouteilles au prix de 150 francs, régie et taxe de lous comprises, immédiatement, et en toutes quantités.

Nombreux sont les visiteurs qui se présentent au stand.

DES ETABLISSEMENTS

ROBERT QUENNESSEN

La Foire d'automne de Lyon, qui est l'exact reflet de la capacité industrielle et productive de la France, ne pouvait manquer de nous fournir une indication documentaire incontestable sur l'effort réalisé en vue de la reconstitution industrielle.

L'une des plus importantes conditions à résoudre réside dans les difficultés d'habitation que rencontrent les ouvriers embauchés dans les centres industriels, et plus particulièrement dans les régions où doivent s'effectuer les travaux de reconstruction.

Dans l'impossibilité de trouver à se loger, n'ayant à leur disposition que des locaux incommodes, et le plus souvent même, insalubres, les ouvriers préfèrent résider dans les villes un travail qui, s'il doit être, en fin de compte, moins rémunérateur, présente du moins l'appréciable avantage de pouvoir être exécuté dans de meilleures conditions.

C'est en se préoccupant de cet état de choses que, dans la section du Bâtiment, stand 28, groupe 28, les Etablissements Robert QUENNESSEN, dont le siège est à Paris, 138, avenue des Champs-Élysées, ont présenté à la Foire de Lyon des plans de constructions pratiques et hygiéniques dont le prix de revient est des plus intéressants.

Dans une interview que M. Robert QUENNESSEN lui-même a bien voulu nous accorder, il nous a été donné de recueillir des aperçus d'un vif intérêt sur la conception sociale de la cité ouvrière.

J'ai cherché à agir, nous dit M. Robert QUENNESSEN, en qualité d'ingénieur so-

AVANT "MON PÈRE AVAIT RAISON"

Des que le conflit des spectacles sera terminé, la Porte-Saint-Martin donnera sa première représentation si attendue. *Mon père avait raison...*, la comédie de M. Sacha Guitry, où l'on verra à côté de MM. Lucien et Sacha Guitry, ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que l'on jouera aux côtés de son père, car à la naissance de celui-ci, celui qui, devant un plus tard tant de pièces charmantes, de petits rôles à côté de son père.

*Mon père avait raison...* comporte trois actes, un seul décor, et une distribution peu nombreuse, puisque, outre MM. Lucien et Sacha Guitry, elle ne sera jouée que par Mmes Yvonne Printemps, Moulbazon, Joffe et Fernal. Les répétitions ont eu, dans le calme et la cordialité, et n'étaient nouvelles, contradictoires, qu'apparaissent Henry Herz sur les péripéties de la grande travailleurs du théâtre, jamais relations ne comporteront moins d'incidentes.

MM. Lucien et Sacha Guitry mixeront pièce en scène, et chose rare dans les répètes du théâtre, aucune discussion s'éleva jamais entre l'auteur, M. Sacha Guitry, et son principal interprète, M. Lucien Guitry. Son père avait raison !

La répétition générale de ce soir, Gymnase, à 20 h. 30, le *Volcan*, pièce en trois actes, de M. Henry Bernstein (M. Marthe Régnier, Carlotta Conti, MM. Fréden, André Dubosc, Armand Bour, Lagrange).

Comédie-Française. — M. Falcouier, nommé régisseur général des tournées de Comédie-Française en province et à l'étranger.

Opéra-Comique. — Les dates des cours d'instrumentistes sont définitivement ainsi fixées : 14 et 15 octobre : violon, solo, première, second violon. 17 octobre : alto, violoncelle et contrebasse.

18 octobre : flûte, hautbois, clarinette, basse, basson, cor, trombone et harpe.

Théâtre Antoine. — M. Génier relèvera, à la date du 15 octobre, au théâtre Antoine, la répétition générale de *Jardins de Murcie*, et du 16, pour la première.

M. José Savoy demeure régisseur général du théâtre Antoine, et exerce ses fonctions, soit au Cirque d'été, soit dans les autres spectacles montés par M. Génier.

Mme Marthe Régnier ordonne, après *Volcan*, de M. Henry Bernstein, une pièce nouvelle de M. Robert de Flers.

M. Bousquet, qui devient codirecteur du Théâtre de la Ville, travaille à une œuvre de collaboration de MM. Paul Reboux et Henri Faik.

Mlle Mistinguett fera sa rentrée dans la prochaine revue du Casino de Paris.

PETITES NOUVELLES

Conservatoire Rameau, 8, rue de Stockholm (Paris-Saint-Lazare) et 15, rue Chateaubriand (Paris-Montmartre). Examen des élèves des classes complètes. Entrée des classes, 7 octobre. S'adresser 8, rue de Stockholm.

GAITE. — En raison du retard apporté dans les premières représentations de la *Belle Hélène*, les matinées populaires de Mousquetaires au Couvent, primitivement annoncées pour le 9 et le 11 octobre, ont été reportées au jeudi 16 octobre. On rembourse ou on échange les places prises en location pour les deux spectacles.

Les costumes de la *Belle Hélène*, notamment ceux de Mme Marguerite Carré, qui ont été unanimement admirés par la critique et le public, sont dus à une jeune artiste qui porte le nom de deux des célèbres et aimés des Parisiens, Mlle Jany Carré.

« cial, si je puis ainsi définir mon peu gramme. »

« A côté de la construction des usines que j'entreprends, j'ai tenu à élever à la fois, une œuvre qui, je pense, sera digne comme le génie même de l'industrie. Car il ne faut pas oublier que dans l'avenir, la cité ouvrière est appelée à jouer un rôle prépondérant et à rendre d'incalculables services, si elle est composée d'habitations confortables et de quelques d'édifications rapides, et de pourvue des commodités modernes et indispensables. Ainsi comprise, la cité ouvrière sera une force sociale et industrielle, et la publication de ce livre est une œuvre d'humanité qui porte le nom de deux des célèbres et aimés des Parisiens, Mlle Jany Carré.

C'est là une thèse des plus dignes d'attention et qu'on ne saurait trop méditer au point de vue de la psychologie sociale.

D'ailleurs, les constructions présentées par les Etablissements Robert QUENNESSEN correspondent de tous points à ce programme et sont, à juste titre, un des grands succès de la Foire.

Nous ne pouvons que féliciter M. Robert QUENNESSEN de l'heureuse conception de ses divers modèles d'habitation et, particulièrement, de l'élégante construction de réduction qui figure à son stand et qui a spécialement retenu l'attention des techniciens et industriels, ainsi que de tous ceux que cette question de progrès social intéresse au plus haut point.

Parmi les exposants de la Foire de Lyon, nous avons vu avec satisfaction l'exposition de

MM. CHABOT et Cie 137, rue Sully, à Lyon, grands importateurs de cacao, thés et vanilles. MM. CHABOT et Cie ont créé la marque « SUCCESS », qui pour tous les acheteurs est la garantie de produits excellents et d'une qualité irréprochable.

Je recommande particulièrement le thé Ceylan « SUCCESS », dont l'arôme est si agréable, le cacao « SUCCESS », dont le velouté est parfait, et la vanille « SUCCESS », dont le parfum est incomparable. Un petit contenant cacao, vanille et thé sera envoyé, à titre d'échantillon, contre 1 franc aux lecteurs d'Excelsior.

Beaucoup d'acheteurs se rendent au stand de Monsieur

ISIDORE CAZES 12, 14, 16, rue Roux-Soignat, Lyon-Montmartre, Stand 43, Groupe 38.

Cette maison, qui s'est spécialisée dans la fabrication des gaufrettes sèches







